

## **Haïti, des leaders sans vision, sans projet et sans programme politique**

*Le mieux-être des Haïtiens ne fait pas partie des préoccupations de la classe politique.*

Montréal, le 24 février 2004

Revoilà Haïti au premier rang du Hit parade des catastrophes humaines. Le pays occupe régulièrement cette première place depuis 1492. Sans attribuer la crise au passé colonial, il faut tout de même constater que ce qui arrive aujourd'hui s'inscrit dans une suite de problématiques non-résolues depuis la découverte d'Haïti et qui se sont aggravées depuis l'indépendance. La crise s'explique par un amalgame de tous les maux de société, mais d'abord et avant tout par une profonde crise de leadership et par l'absence de projet de société. Je veux vous apporter certains éléments qui je crois, ont été escamotés par les reportages sensationnalistes et misérabilistes et qui ont surtout mis l'accent sur la résultante et ses effets plutôt que sur les causes. Sans prétention, je vous présente des éléments de compréhension qui pourraient vous donner une vision différente de la crise haïtienne.

### **Les conditions perdantes**

Haïti est une société distincte, ça vous dit quelque chose? Un pays francophone entouré de voisins anglophones et hispanophones. La culture haïtienne est singulière et imperméable, elle se laisse difficilement influencer par les cultures avoisinantes. J'en veux pour preuve que c'est le seul pays en Amérique où on ne joue pas au Baseball. Par contre cette culture est envahissante. L'art haïtien a remplacé les arts autochtones de plusieurs îles des Caraïbes. Il suffit de faire un tour en République dominicaine, à la Guadeloupe ou à la Martinique pour constater cet état de fait. Les écrivains du pays remportent un succès fou dans la francophonie et plusieurs de leurs oeuvres sont traduites dans des langues étrangères. La musique haïtienne a envahi la région et s'écoute dans toute l'Afrique francophone. Outre sa culture, Haïti n'a pratiquement rien à exporter si on fait exception de quelques mangues, du café et du meilleur rhum au monde... parole de connaisseur. Tout ce qu'il reste à exporter c'est la main-d'œuvre. Or, les pays du Nord n'importent que la main-d'œuvre spécialisée ce qui contribue à l'appauvrissement du pays.

Du temps de la guerre froide, Haïti représentait un intérêt géopolitique face au communisme de Cuba et à la montée du socialisme à la Grenade, au Salvador et au Nicaragua. Aujourd'hui ça ne tient plus. Il faut s'y faire, Haïti ne représente aucun intérêt pour l'occident. Le gouvernement haïtien ne reçoit aucune aide internationale directe parce que l'aide internationale est avant tout un investissement et en Haïti il n'y a aucun retour sur l'investissement. Malheureusement, le développement structurel est impossible sans cette aide. L'économie haïtienne est basée sur des transferts annuels de plus d'un milliard de dollars (Cdn) venant de la diaspora. Plus les critères d'émigration sont resserrés, plus l'économie du pays est à risque.

Comme si ce n'était pas assez, s'ajoute à ça la Dollarisation, une politique qui vise à faire disparaître les monnaies nationales de tous les pays qui feront partis de la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA). Haïti étant le plus pauvre, il subit très mal la dévaluation de sa monnaie. De 5 gourdes pour un dollar US, nous sommes passé à près de 40 gourdes pour ce même dollar. Imaginez l'impact sur le coût de la vie. Personne n'avait préparé le pays à un tel choc. Personne n'a vu venir la catastrophe. La mondialisation a un prix et quelqu'un doit payer. Les pauvres du pays le plus pauvre deviennent plus pauvres. Tant mieux pour les riches. Faites le parallèle avec ce qui se passe au Vénézuéla. La dévaluation du Bolivar et un gouvernement de gauche font un cocktail explosif qui finira par faire tomber le président Hugo Chavez.

Dans l'effervescence de la chute des régimes de gauche et du nouvel ordre mondial, idéologie de George Bush Sr, le peuple haïtien s'attendait à ce que la démocratie apporte un mieux-être économique. En principe, c'est ce qui avait été promis aux pays du bloc soviétique. Reconnaissez que peu de ces pays ont réussi à intégrer le système capitaliste avec succès. Pour leur part, les Haïtiens ont accédé à la démocratie libérale. C'est-à-dire, le droit de parole, le droit de vote, le droit d'association, la justice sociale, l'équité, le droit à la vie et le droit au travail. Le problème c'est que la démocratie libérale ne génère pas la richesse. La chute des Duvalier n'a pas apporté le développement c'est-à-dire un changement dans les mentalités et les structures qui rend la population apte à faire croître la richesse et à donner libre cours à sa créativité. Le développement se fait avec des usines, des industries, des capitaux, des cadres et des politiques sociales. Haïti n'a pas réussi à spécialiser son économie, à produire pour l'exportation et ainsi intégrer le système économique mondial.

Voilà pour l'état des lieux. Si la communauté internationale tarde à intervenir c'est tout simplement parce que le pays ne présente aucun intérêt. Personne ne veut envoyer ses soldats mourir pour des enfants mal nourris et sans espoir, pour des hommes dont l'espérance de vie ne dépasse pas 65 ans ou pour des femmes qui font la queue pour une marmite de riz et un gallon d'eau potable. À la rigueur, s'il y avait du pétrole, de la cocaïne ou des terroristes! On manifeste dans les rues pour dénoncer la pauvreté endémique, le manque de travail, de qualité de vie, bref le manque de perspective sociale pour l'homme haïtien.

### **La Constitution, improvisation sur un seul thème**

Après le départ des Duvalier, Haïti s'est doté d'une Constitution pour le moins complexe. L'objectif principal était de barrer la route aux Duvaliéristes. Du même coup, cette Constitution rendait le pays ingouvernable. Je m'explique. Elle limite un président à deux mandats non-consécutifs de 5 ans. Il est impossible de construire quoique ce soit avec pareille structure. En France le président fait 2 mandats consécutifs de sept ans (septennat) et aux États-Unis, 2 mandats consécutifs de 4 ans. Président, Premier ministre, Ministres, Secrétaire d'État. Vous me suivez? Députés, Sénateurs, Maires, Conseil municipal, Conseil de département, Conseil d'administration de la section communale... Haïti a une structure de gouvernance qui fait place à une démocratie à outrance et qui recoupe tous les défauts des systèmes de démocratie. Alors que le Canada pensait à éliminer son Sénat virtuellement sans pouvoir, Haïti se dotait d'un Sénat qui a le pouvoir de bloquer le pays. Pire encore, cette Constitution prévoit que les élections doivent être organisées par un conseil électoral provisoire (CEP). Le CEP doit obligatoirement être approuvé par l'opposition. Quand l'opposition boycotte les élections... il n'y a pas d'élections ! Parce que l'objectif ultime de cette Constitution c'était d'empêcher la dictature, elle exige un fort consensus dans un pays qui n'a pas de culture démocratique. En plus, les intérêts des partis en présence sont diamétralement opposés.

### **Aristide, improvisation inachevée**

Il faut se rappeler comment Jean-Bertrand Aristide est arrivé au pouvoir en février 1991. À l'époque les partis d'opposition avaient formé une coalition pour barrer la route aux Duvaliéristes. La recette était connue mais elle a de sérieux défauts. Par exemple, au Nicaragua, la droite avait fait front commun pour bloquer les Sandinistes. Elle avait choisi Violetta Chamoro. Une fois au pouvoir les divergences entre les différentes options de droite ont miné le développement du pays, de quoi faire regretter l'ère sandiniste.

Le seul homme qui avait la popularité pour battre les Duvaliéristes c'était Jean-Bertrand Aristide, un leader charismatique. Il mobilisait les foules avec des discours enflammés, la masse se reconnaissait en lui. Ancien prêtre, il représentait la sagesse tout l'opposé des dictateurs. Peuple haïtien voici ton libérateur! Que dis -je! ... Ton sauveur! Ainsi, Haïti tenait ses promesses de démocratie en élisant ce jeune prêtre qui avait à peine géré une paroisse et qui prêtait sa popularité à une petite organisation venant en aide aux enfants de la rue, *La famille c'est la vie*. Voilà pour notre président, il est arrivé au pouvoir sans expérience, passe encore. Il n'avait pas de projet pour le pays, pas de vision et pas de programme politique. Imaginez! Il n'avait même pas de parti politique. L'opposition aux Duvaliéristes a créé son propre fossoyeur.

Victime d'un coup d'état le 30 septembre 91, Aristide n'a pas profité de son exil pour faire ses classes. Il reprit la présidence le 15 octobre 1994 sans projet de développement économique et social pour le pays. En tout et partout, Aristide aura gouverné le pays pendant environ 2 ans. René Préval, dauphin d'Aristide, occupa le pouvoir pendant 5 ans. Il entra en fonction le 7 février 1996. Préval n'avait pas non plus de programme politique. Il a profité d'une longue période d'accalmie sociale. En fait, il est passé inaperçu et sera oublié par l'histoire. Il a chauffé la chaise pour Aristide. Encore une fois pendant ces années passées à observer la société haïtienne, Aristide ne fit pas ses devoirs. Il fut réélu en 2001 pour son deuxième et ultime mandat sur la base de sa popularité, sans vision, sans projet et sans programme politique.

### **L'opposition, nombre de joueurs... illimité**

Si Aristide est revenu au pouvoir, c'est parce que pendant les 5 années du mandat de René Préval, l'opposition n'a pas été capable de proposer un projet de société. Aucun parti, aucun leader n'a été capable d'occuper la scène politique et de s'imposer comme une alternative crédible à Aristide. Ils n'ont pas fait leurs devoirs. Comment imaginer que ce petit pays compte plus de 75 partis politiques, absurde! Ça démontre l'incapacité de la classe politique de faire front commun sur des idées. Justement, quelles idées? Aujourd'hui, tout ce qu'ils réclament c'est le départ d'Aristide. Ils n'ont rien à proposer, absolument rien!

Dans la Caraïbe, le mot rebelle a une connotation romantique. Elle réfère à des icônes, des révolutionnaires, des altruistes qui ont à cœur le bien-être de leurs semblables. L'opposition acclame tous ceux qu'ils qualifiaient de voyous quand ils étaient au service d'Aristide. Les mauvais garçons d'hier sont devenus de bons garçons en fonction de qui ils servent. Comment s'associer à des gens qui vident les prisons mettant en liberté des prisonniers de droit commun? Ce ne sont pas des rebelles! Des bandits, des voleurs et des Duvaliéristes se réclament de faire parti de l'opposition. Si ces gens sont accueillis en libérateurs c'est parce que la Constitution a été inefficace. C'est aussi parce que Aristide est arrivé au pouvoir par un compromis de circonstance qui a vite éclaté et que les démocrates sont incapables de faire front commun. Tout ça pour en arriver là. Les Duvaliéristes ont repris du service au nom de la démocratie.

### **Des conditions gagnantes**

Aujourd'hui, l'opposition est incapable de désigner un successeur au Président. Aristide gère la crise. Pendant ce temps personne ne gère le pays. Les partis d'opposition se sont laissés coincer par leurs incompétences. C'est toute la classe politique du pays qui est responsable de ce chaos. Ne me posez pas la question, oui! Aristide doit finir son mandat, parce qu'il n'y a pas d'alternative. Le principe démocratique doit être respecté et les opposants ne sont pas crédibles. Aristide dans un pays pacifié assurerait la stabilité jusqu'aux prochaines élections. Puisqu'il ne peut pas être réélu, il pourra proposer la

révision de la Constitution avec pour principe de simplifier le gouvernement du pays. Si il veut passer à l'histoire, il devra mettre en place un comité de sages qui proposera un plan de développement. Un plan qui génèrera la richesse. C'est la création et le partage de la richesse qui assureront le maintien de la démocratie.

Ce comité de sages devra proposer un projet de société mettant l'accent sur le développement régional et l'agriculture. C'est une façon de briser l'exode rural et de réussir l'autosuffisance alimentaire. Nous avons besoin d'un projet qui remettra massivement les gens au travail. Le reboisement, la protection de l'environnement, l'amélioration de l'infrastructure routière, la gestion du transport des individus et des biens, la création d'une véritable industrie de la pêche, l'aménagement et l'entretien des plages permettront d'atteindre cet objectif. Il faut planifier la formation de la main d'œuvre en fonction de la création d'infrastructures touristiques. C'est le tourisme qui ouvrira le marché à l'exportation de l'art et de la culture haïtienne, le secret le mieux gardé du pays. Haïti a besoin de nouvelles mesures fiscales pour que l'État puisse offrir des services en santé communautaire, des programmes d'aide aux agriculteurs et d'aide au démarrage d'entreprise. La gestion de l'énergie permettra aux commerces d'augmenter leurs heures d'ouverture, aux entreprises de fonctionner à plein régime, aux citoyens de travailler, de pouvoir se promener en sécurité et de consommer. Un plan structurant où chaque projet aura un impact sur l'économie et créera des emplois directs, des emplois indirects et résoudra une ou plusieurs problématiques sociales.

Depuis 1492, des hommes se battent pour gouverner cette île, mais rares sont ceux qui ont montré un intérêt pour l'Haïtien. Le mieux-être des citoyens n'a jamais été une priorité pour les dirigeants. Or, on ne saurait construire un projet de société sans mettre au premier plan la qualité de vie des citoyens. Les colons ont exploité les esclaves et depuis l'indépendance, les leaders se sont succédés avec pour objectif de remplacer les colons. Ils ont pillé le pays. Chaque fois on leur a offert un exil doré avec leurs millions. Aristide devrait terminer son mandat et répondre de ces actes devant la justice. À lui de se défendre des accusations de malversations et d'abus de pouvoir. L'incapacité de travailler ensemble, l'impunité, l'absence de leadership consensuel et le mépris pour le citoyen haïtien, sont les plus importantes sources de problème du pays. La crise actuelle vient nous rappeler dramatiquement que les Haïtiens réussissent bien individuellement mais, lorsque vient le temps de travailler collectivement pour le mieux-être de leurs concitoyens, ils échouent lamentablement.

Frédéric Boisrond